**Pourquoi rien ne change.**

Florent Bussy

Comment se fait-il, lorsque des autorités internationales déclarent qu’il y a urgence et qu’on ne peut plus rien remettre à plus tard, qu’aucun changement ne s’ensuive et que le cours du monde continue comme avant ? Ou plutôt, comment comprendre qu’elles puissent croire aux effets de leur déclaration, alors que les premiers à y souscrire sont ceux-là même qui font en sorte que rien ne change ?

Le 3 avril 2013, à Monaco, le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon a estimé qu’il serait « bientôt trop tard » pour sauver l’environnement de la planète si on ne mettait pas en place un « instrument contraignant » d’ici à 2015. « Les paroles n’ont pas été suivies d’effets. Il sera bientôt trop tard. Nos modes de consommation sont incompatibles avec la santé de la planète. Notre empreinte écologique est démesurée », a asséné Ban Ki-moon, devant un parterre de personnalités. « Il faut que la dynamique s’accélère. Nous devons développer ce que nous testons en éprouvette depuis 40 ans. Pour cela, nous devons adopter des mesures d’incitation efficaces, et notamment mettre un prix sur les émissions de carbone », a-t-il dit. Le responsable a aussi rendu un hommage à la Fondation Prince Albert II de Monaco qui « est respectée dans le monde entier pour le travail qu’elle fait dans les domaines de la biodiversité, de l’eau et de la lutte contre les changements climatiques ». (AFP)

Le secrétaire général des Nations unies s’exprime donc à Monaco, paradis fiscal qui accueille les yachts de millionnaires par centaines, et organisateur d’un grand prix de Formule 1, rend hommage à la fondation du prince monégasque, grand amateur de bobsleigh et de rallye automobile. Nous avons là un raccourci saisissant. La lutte écologique serait le fait des puissants de ce monde, dont les modes de vie ne sont pourtant pas seulement « incompatibles avec la santé de la planète », mais structurent la société de consommation, par mimétisme[[1]](#footnote-1), et la supposent, pour assurer les profits gigantesques sur lesquels ils s’appuient. C’est un peu comme si certains de ceux que l’État d’Israël distinguera comme « Justes parmi les nations » après la guerre avaient demandé audience à Hitler pour pouvoir porter secours à des personnes juives.

On sait les règles de la diplomatie et Ban Ki-moon ne peut s’adresser brutalement à des chefs d’État. Rien ne doit pourtant l’empêcher de tenir son rôle et de dire clairement où se situent les responsabilités. Accorder un tel certificat d’héraut de la cause écologique à un type d’État fondé sur l’évasion fiscale, sur l’entre-soi des riches de ce monde, fermer les yeux sur le fait que de nombreuses fondations caritatives ou écologiques servent de vernis, de *green-washing* aux ravages sociaux et environnementaux opérés par des sociétés capitalistes, c’est simplement se mettre du côté du plus fort et renoncer à peser sur le cours du monde. Les politiques ont largement renoncé à agir sur le monde, la critique sociale a disparu au profit de prêches moraux inefficaces et désespérants.

Regardons encore un peu son discours. « Il faut que la dynamique s’accélère. Nous devons développer ce que nous testons en éprouvette depuis 40 ans. Pour cela, nous devons adopter des mesures d’incitation efficaces, et notamment mettre un prix sur les émissions de carbone. » « Nous devons aussi adopter, d’ici à 2015, un instrument universel et juridiquement contraignant relatif au climat, afin que tous les pays prennent des mesures supplémentaires pour réduire les effets des changements climatiques et s’y adapter. » Que de devoirs, d’injonctions, d’incitations ! Et tout ça pour 2015, c’est-à-dire pour dans un an et demi, après les échecs de Rio, Kyoto, Copenhague. On voit que le discours politique semble n’avoir plus d’autres fonctions que de constater le monde tel qu’il va, de s’en insurger au mieux d’un point de vue moral et de s’en accommoder en tout cas.

On n’entend jamais, dans ce type de discours, prononcer les mots de « capitalisme », « libéralisme », « consommation », « gaspillage » et « pillage », « profits ». On ne fait qu’y déplorer les atteintes à l’environnement, comme s’il s’agissait d’un phénomène sans cause ou plutôt comme si c’est l’humanité dans son entier qui était responsable de cette situation, par l’intermédiaire de ses représentants. C’est oublier un peu vite que la consommation du monde doit très peu à une majorité d’êtres humains qui en sont exclus et ne pillent pas plus la planète que nos ancêtres préhistoriques, et que toutes les politiques alternatives sont empêchées, insultées, assimilées à un retour au moyen-âge, au communisme ou au nazisme, par l’emprise du libéralisme sur tous les pouvoirs.

Incriminer le capitalisme et non pas ses dérives ­˗ comme si l’on pouvait attribuer à la richesse indécente une quelconque vertu humaine et écologique ­˗, signifierait en effet qu’on met en question non seulement « nos modes de consommation », mais la consommation elle-même ­­c’est-à-dire la centralité de l’achat dans l’organisation d’une société, et avec elle le productivisme, la concurrence, l’appropriation des biens communs, le droit à l’accumulation sans limites, pour pouvoir ouvrir des voies nouvelles, de celles qui ne prolongent pas la concurrence et la croissance, mais valorisent la coopération et la convivialité. Le problème réside en réalité dans le fait qu’avec la consommation et l’individualisme qu’elle promeut, c’est le faire-société qui a été fragilisé, chacun a été sommé de satisfaire ses intérêts égoïstes, de réaliser ses désirs immédiats.

Il ne faut donc pas s’étonner des échecs, des discours creux, des injonctions sans suite. Mais l’histoire n’est pas terminée. Les forces conservatrices prétendent bien préserver la civilisation des prétendues tentations liberticides, assimilant la liberté à celle du renard dans le poulailler et transformant la société en champ de bataille. Mais aujourd’hui comme hier, la concentration des pouvoirs et des richesses a des limites. Le chemin politique vers la rupture sera long, nous ne pouvons même pas savoir si celle-ci aura lieu un jour. Mais quelque chose est assuré, nombreux seront ceux qui rejoindront la cohorte des révoltés, avec la violence employée par les grands groupes miniers ou pétroliers pour continuer d’extraire les matières dont ils ont besoin, au prix de souffrances et de destructions inouïes, avec le démantèlement des règles et des protections sociales, avec le creusement des inégalités et la fragilisation de toutes les classes hors l’oligarchie.

1. Hervé Kempf, *Comment les riches détruisent la planète ?,* Seuil, 2007. [↑](#footnote-ref-1)